



Les historiens québécois dénoncent la loi 78

«Une loi scélérate et une infamie», «une agression» rarement vue dans l'histoire du Québec

Par [Jean-François Nadeau](#)

Mondialisation.ca, 18 mai 2012

[Le Devoir.com](#) 18 mai 2012

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [Le «Printemps érable»](#), [LE QUÉBEC](#)



Photo : Jacques Nadeau [Le Devoir](#)

«Dans sa forme actuelle, le projet de loi 78 limite clairement le droit de manifester pacifiquement de tous les citoyens et sur tous les sujets», affirment les historiens.

Un important groupe d'historiens du Québec dénonce la loi d'exception du gouvernement Charest qui vise à écraser par la force le mouvement étudiant. Ceux qui ont «documenté, avec d'autres, l'histoire politique du Québec» affirment «que rarement a-t-on vu une agression aussi flagrante être commise contre les droits fondamentaux qui ont sous-tendu l'action sociale et politique depuis des décennies au Québec.»

Au nombre des signataires de cette lettre ouverte, on trouve notamment des historiens comme Jean-Marie Fecteau (UQUAM.), Martin Pâquet (Laval), Michel De Waele, Louise Bienvenue (Sherbrooke), Ollivier Hubert (Université de Montréal), Andrée Lévesque (McGill), Johanne Daigle (Laval), Brigitte Caulier (Laval), Florence Piron (Laval), Benoît Grenier (Sherbrooke), Donald Fyson (Laval), Thierry Nootens (UQTR), Josette Brun (Laval), Guylaine Martel (Laval), Karine Hébert (UQAR), Julien Goyette (UQAR). D'autres signatures,

nombreuses, de la part d'historiens continuent d'affluer en appui à cette lettre ouverte. Rarement voit-on des spécialistes de l'histoire dénoncer en bloc aussi catégoriquement l'action politique d'un gouvernement.

La primauté du droit

Le projet de loi 78, explique les historiens, «remet en cause le principe de la primauté du droit dans la résolution des conflits, comme le souligne le Bâtonnier du Québec dans son communiqué du 18 mai. En effet, dans sa forme actuelle, le projet de loi 78 limite clairement le droit de manifester pacifiquement de tous les citoyens et sur tous les sujets. Il entrave de manière importante la liberté académique dans un milieu universitaire. Il suspend des recours juridiques légitimes et renverse le fardeau de la preuve qui rend les associations d'étudiants et les syndicats responsables d'actes commis par autrui. Enfin, il sanctionne lourdement les citoyens ainsi que les associations étudiantes et syndicales qui ne se conformeraient pas aux dispositions de cette loi d'exception.»

Pour eux, il ne fait pas de doute que le projet de loi du gouvernement est «une infamie». «Nous en appelons à tous ceux et celles qui, dans ce pays, ont à coeur les libertés politiques fondamentales de se mobiliser contre cette agression contre nos droits et nos libertés.»

[Pour lire la lettre des historiens \(PDF\)](#)

Mise à jour

Selon de nouvelles informations, il faut ajouter les signataires suivants à la lettre des historiens:

Julien Prud'homme (UQÀM), Maurice Demers (Sherbrooke), Yves Gingras (UQÀM), Léon Robichaud (Sherbrooke), Sonya Roy (McGill), Masry Ann Poutanen (Concordia), Patrick Baker (Laval), André Poulin (Sherbrooke), Catherine Ferland (Sherbrooke).

La source originale de cet article est [Le Devoir.com](#)

Copyright © [Jean-François Nadeau](#), [Le Devoir.com](#), 2012

Articles Par : [Jean-François Nadeau](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca